

# La reprise de l'activité des PME françaises se confirme en 2016

Adrien BOILEAU,  
Maïté LOSTE  
Direction des Entreprises  
Observatoire des entreprises

La situation économique française en 2016 est marquée par une reprise de la croissance du PIB (+ 1,1 %). Dans ce contexte, la croissance de l'activité des petites et moyennes entreprises (PME) se confirme avec des hausses du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée respectivement de 3,0 % et 3,6 %.

Il en résulte une augmentation du besoin en financement d'exploitation de l'activité (+ 5,1 %). La performance économique s'améliore avec un excédent brut d'exploitation en hausse de 3,9 %.

Le taux de marge se maintient à 22,0 %, et les rentabilités économique et financière se stabilisent en 2016. L'investissement redémarre, avec une hausse de 2,7 %, alors qu'il était en recul depuis 2012.

Les PME se désendettent et renforcent leurs structures financières. Enfin, la part des dettes bancaires dans l'endettement financier continue de diminuer.

Mots clés : PME, activité, rentabilité, investissement, taux de marge, capitaux propres, endettement

Codes JEL : E22, E23, G30,  
G33, L25

NB : Les auteurs remercient  
Franck Lemaire  
et Karelle Thiebot-Goget  
pour leur assistance.

## Chiffres clés

**3,0 %**

la hausse du chiffre d'affaires des PME

**22 %**

le taux de marge des PME en 2016

**2,7 %**

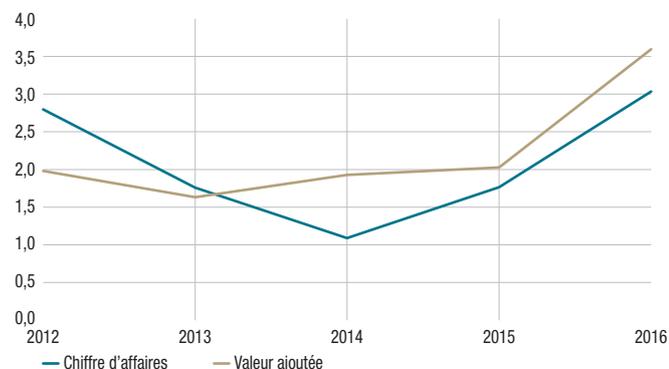
la hausse de l'investissement

**359 milliards d'euros**

les encours de crédits aux PME  
(Service central des risques  
de la Banque de France)

### Reprise de l'activité des PME en 2016

(en %)



Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2017).

## 1. L'activité des PME s'accélère en 2016

### Le chiffre d'affaires augmente nettement

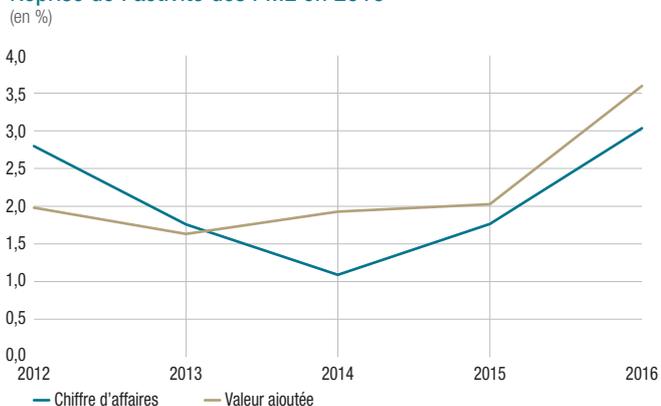
En 2016, la croissance du chiffre d'affaires (CA) des PME s'accélère pour atteindre 3 %, ce qui constitue la hausse la plus marquée depuis quatre ans (cf. graphique 1). Cette croissance est similaire dans la plupart des secteurs. Cependant, elle est plus robuste dans le secteur des conseils et services aux entreprises (+ 6 %). Le redressement le plus marqué de l'activité se situe dans la construction (+ 2,6 % en 2016, après - 0,8 % en 2015, cf. tableau 1).

Le dynamisme de l'activité des PME se traduit également par une progression significative de leur valeur ajoutée (VA) en 2016 (+ 3,6 %). Les secteurs du commerce et de l'industrie manufacturière, qui représentent près de la moitié de la VA des PME, ont été particulièrement prospères en 2016 et affichent des taux de croissance de la VA de 3,4 % et 3,5 % respectivement.

### Les besoins de financement progressent

Tirés par l'activité, les besoins en financement d'exploitation <sup>1</sup> progressent en 2016 de 5,1 %

### G1 Reprise de l'activité des PME en 2016



Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2017).

(cf. tableau 2). Tous les secteurs d'activité sont concernés par cette hausse, mais celle-ci est très marquée dans les secteurs des transports et entreposage et des conseils et services aux entreprises.

### La croissance demeure rentable

L'excédent brut d'exploitation (EBE) croît dans des proportions légèrement supérieures à la VA (3,9 % en 2016), malgré la progression des charges de personnel (3,7 %). Avec un niveau

<sup>1</sup> Renvoyant aux besoins en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)

### T1 Chiffre d'affaires et valeur ajoutée, par secteur d'activité

(en %)

	Répartition	Chiffre d'affaires				Valeur ajoutée				
		Taux de croissance				Taux de croissance				
		2016	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
<b>Ensemble des PME</b>	100,0	1,8	1,1	1,8	3,0	100,0	1,6	1,9	2,0	3,6
Dont principaux secteurs :										
Industrie manufacturière	18,0	1,1	1,7	1,7	2,7	21,0	0,7	2,2	1,6	3,5
Construction	10,7	1,1	0,4	- 0,8	2,6	13,7	0,6	0,1	- 0,9	2,4
Commerce	47,7	1,7	0,1	1,5	2,7	27,3	1,2	1,5	1,9	3,4
Transports et entreposage	4,1	1,9	2,4	1,9	2,1	5,6	2,8	3,8	2,9	3,8
Conseils et services aux entreprises	8,1	3,0	3,2	4,9	6,0	13,0	3,0	2,7	4,2	5,4

Champ : PME non financières définies au sens de la LME.

Note : Les variations sont calculées sur un échantillon de PME dont les bilans sont présents dans FIBEN pour deux exercices consécutifs (population cylindrique). Les entrées et sorties de l'échantillon dues à des absorptions, des défaillances ou des créations d'entreprises ne sont donc pas prises en compte. La taille et le secteur retenus sont ceux de l'année N-1, quelle que soit la situation de l'entreprise en N.

Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2017).

## T2 BFRE et BFR des PME, par secteur d'activité

(en %)

	Besoin en fonds de roulement d'exploitation					Besoin en fonds de roulement				
	Répartition	Taux de croissance				Répartition	Taux de croissance			
	2016	2013	2014	2015	2016	2016	2013	2014	2015	2016
<b>Ensemble des PME</b>	100,0	0,5	3,4	2,5	5,1	100,0	3,8	7,2	2,2	4,6
Dont principaux secteurs :										
Industrie manufacturière	35,3	0,9	3,4	2,7	5,0	20,1	2,6	4,4	3,0	4,7
Commerce	45,0	2,8	5,2	3,6	4,5	8,2	4,8	7,9	4,4	4,4
Construction	11,2	-0,2	4,9	0,3	2,3	20,8	4,9	10,2	0,7	1,1
Transports et entreposage	1,0	-16,4	7,2	-10,1	20,5	9,0	-1,5	19,2	-2,4	16,4
Conseils et services aux entreprises	3,8	1,3	-4,9	0,3	27,3	10,5	42,3	26,8	-14,8	39,1

Champ, note et source : Cf. tableau 1.

de croissance de la VA et de l'EBE comparable, le taux de marge (rapport de l'excédent brut d'exploitation sur la valeur ajoutée) est stable en 2016, à 22 %. Celui-ci reste très contrasté entre les différents secteurs : le taux de marge dans le commerce retrouve son niveau d'avant crise (23,4 % en 2016, contre 24,1 % en 2007) et celui de la construction, bien que stable depuis 2012, reste à un niveau relativement bas sur la période (14,8 % en 2016).

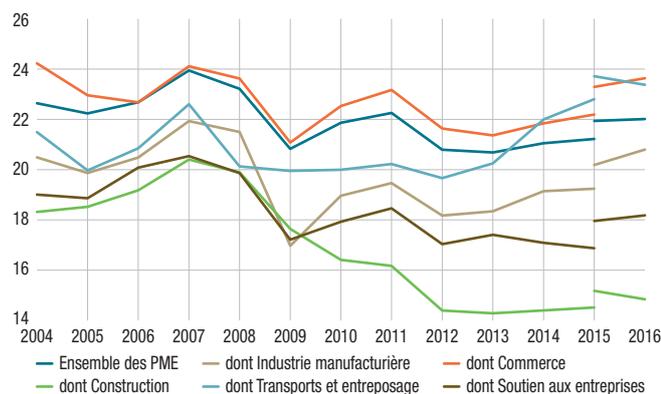
## 2. Les rentabilités se stabilisent

La rentabilité économique mesure l'efficacité de l'appareil productif des PME, en rapportant l'excédent net d'exploitation à l'actif économique, constitué du besoin en fonds de roulement d'exploitation et des actifs corporels et incorporels dédiés à l'exploitation (terrains, constructions, machines, outils, brevets, etc.). En 2016, la rentabilité économique des PME est stable à 7,7 % (contre 7,6 % en 2015, cf. graphique 3a).

La rentabilité financière, quant à elle, mesure la rentabilité des capitaux investis par les actionnaires, en rapportant la capacité d'autofinancement aux capitaux propres. En 2016, la rentabilité financière des PME reste également stable à 9,2 % (contre 9,3 % en 2015).

## G2 Taux de marge

(en %)



Champ : Cf. tableau 1.

Note : Pour l'année 2016, les variations sont calculées sur un échantillon de PME dont les bilans sont présents dans FIBEN à la fois en 2015 et 2016 (population cylindrée). La taille et le secteur retenus sont ceux de 2015, quelle que soit la situation de l'entreprise en 2016.

Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2017).

## T3 De la valeur ajoutée à l'excédent brut d'exploitation

(taux de croissance en %)

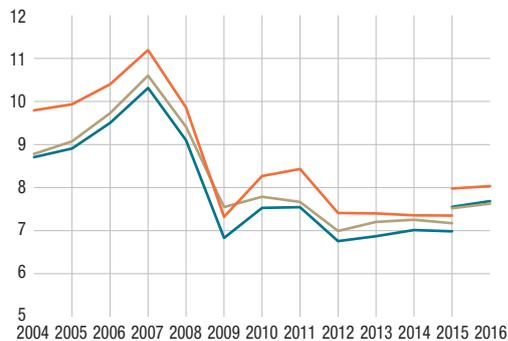
	Ensemble des PME			
	2013	2014	2015	2016
Valeur ajoutée	1,6	1,9	2,0	3,6
Charges de personnel	1,9	2,0	2,3	3,7
Impôts à la production	3,1	-1,4	-3,8	2,1
<b>EBE</b>	<b>0,0</b>	<b>2,5</b>	<b>1,9</b>	<b>3,9</b>

Champ et note : Cf. tableau 1.

G3 Rentabilité

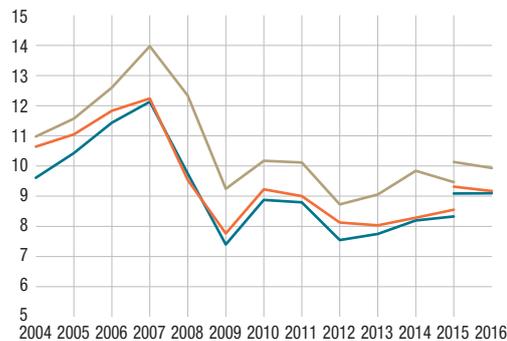
a) Rentabilité économique

(excédent net d'exploitation/capital d'exploitation en %)



b) Rentabilité financière

(capacité nette d'autofinancement/capitaux propres en %)



— Ensemble des PME — dont PME mono-unité légale — dont PME multi-unités légales

Champ, note et source : Cf. tableau 1.

3. L'investissement des PME reprend

L'investissement des PME progresse de 2,7 % en 2016, après quatre années de baisse consécutives (cf. tableau 4). Dans un contexte marqué par une croissance de 1,1 % du PIB, l'investissement bénéficie d'une amélioration de la VA et de la faiblesse des taux d'intérêt. Cette reprise coïncide également avec les mesures en faveur de l'investissement productif à travers le dispositif de suramortissement, en vigueur d'avril 2015 à avril 2017.

La situation est marquée par une disparité sectorielle. En effet, les secteurs de la construction (et notamment de la promotion immobilière) et des transports (chantiers ferroviaires et navals en particulier) connaissent, proportionnellement, le plus fort accroissement du montant de leurs investissements, soit respectivement 15,7 % et 10,7 % par rapport à 2015.

Néanmoins, le secteur contribuant le plus à cette augmentation est celui de l'industrie manufacturière,

T4 Évolution de l'investissement des PME (2009-2016)

(en %)

	Répartition			Variations					
	2016	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Ensemble des PME</b>	100,0	- 16,4	- 6,2	10,3	- 10,7	- 7,1	- 1,2	- 3,3	2,7
Dont principaux secteurs :									
Industrie manufacturière	20,1	- 12,8	1,0	11,3	- 2,5	- 4,6	9,0	0,9	6,6
Construction	8,2	- 11,5	- 12,1	9,5	- 6,0	- 8,5	- 2,1	- 5,8	15,7
Commerce	20,8	- 18,1	- 6,7	0,2	- 12,0	- 11,7	- 4,0	- 4,9	0,2
Transports et entreposage	9,0	- 23,7	- 10,2	7,9	10,7	- 2,0	0,9	5,1	10,7
Conseils et services aux entreprises	10,5	- 15,8	- 9,4	21,2	- 9,1	5,3	- 7,3	0,4	5,6

Champ, note et source : Cf. tableau 1.

en raison de son poids économique (20,1 % de l'investissement global des PME, cf. tableau 4). *A contrario*, le secteur du commerce, qui a un poids équivalent, ne participe que faiblement à cette reprise, en stabilisant ses investissements (+ 0,2 %), après quatre années successives de baisse.

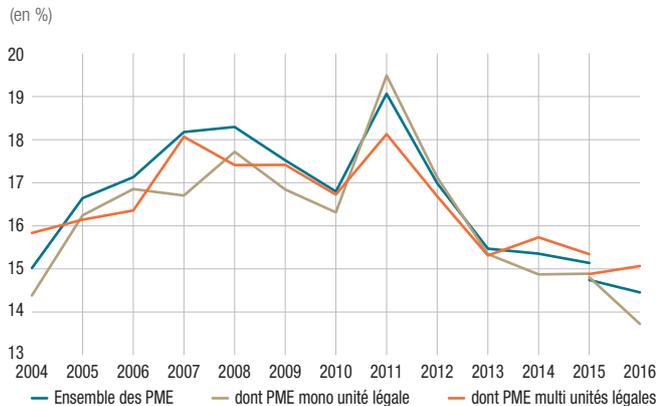
Pour l'ensemble des PME, l'augmentation de la VA (3,6 %) étant plus élevée que celle de l'investissement (2,7 %), le taux d'investissement (investissement/VA) reste relativement stable (+ 0,2 %). Il existe un décalage entre la relance de l'activité et la décision des chefs d'entreprises d'investir. En effet, ces derniers ont préalablement besoin de voir leurs résultats se confirmer.

#### 4. Les dividendes distribués augmentent légèrement

Alors que le résultat courant se maintient, le taux d'épargne, défini par le rapport entre l'autofinancement et le revenu global <sup>2</sup>, recule légèrement (de 14,3 % en 2015 à 14,1 % en 2016, cf. graphique 5), en raison de l'amélioration de la VA et d'une légère augmentation des dividendes distribués <sup>3</sup>. La part du revenu global versée aux impôts se redresse légèrement en 2016 (de 7,3 % en 2015 à 7,5 % en 2016).

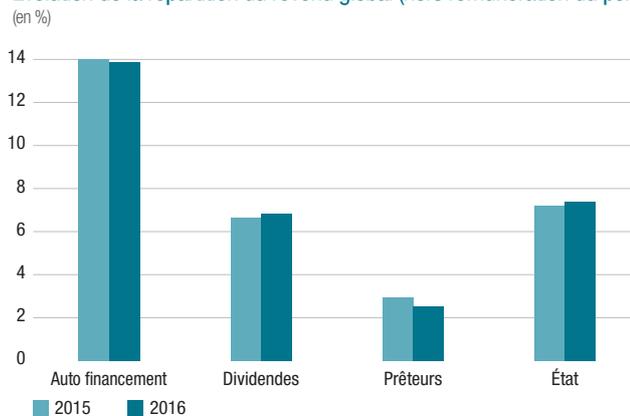
D'une manière générale, la capacité d'autofinancement (CAF) sert à financer les investissements, rembourser les emprunts, consolider le fonds de roulement et rémunérer l'actionnariat de l'entreprise. Dans la mesure où les remboursements d'emprunts et la gestion du fonds de roulement sont des opérations relativement stables dans le temps, une politique de plus grande distribution des dividendes affecte mécaniquement les possibilités d'investir.

#### G4 Évolution du taux d'investissement des PME



Champ, note et source : Cf. tableau 1.

#### G5 Évolution de la répartition du revenu global (hors rémunération du personnel)



Champ, note et source : Cf. tableau 1.

#### 5. Les PME se désendettent

La structure financière des PME se renforce, alimentée par des résultats qui ont plus que doublé par rapport à 2015.

Les capitaux propres ramenés au total des ressources sont en progression de 7,1 % entre 2015

<sup>2</sup> Le revenu global se répartit entre l'État, les prêteurs, les salariés, les actionnaires et l'autofinancement de l'entreprise.

<sup>3</sup> L'autofinancement de l'exercice se définit par la capacité d'autofinancement (CAF) de l'exercice, diminuée des dividendes mis en paiement.

## Encadré

## La dynamique du crédit des PME (2008-2016)

À fin décembre 2016, les crédits mobilisés par les petites et moyennes entreprises (PME) représentent 359 milliards d'euros <sup>1</sup>, soit une progression de près d'un tiers depuis 2007 (31 %). Très dynamique en 2008 (7 %), la croissance s'essouffle ensuite, mais reste positive sur la période, avec une progression moyenne de 2,5 % par an (2009-2016).

Pour avoir une analyse plus fine du comportement des entreprises en matière d'endettement et mesurer le comportement des entreprises sous le seuil de collecte FIBEN (chiffre d'affaires supérieur à 750 000 euros), nous avons décomposé l'endettement, dans l'échantillon des PME, en fonction de leur taille <sup>2</sup>.

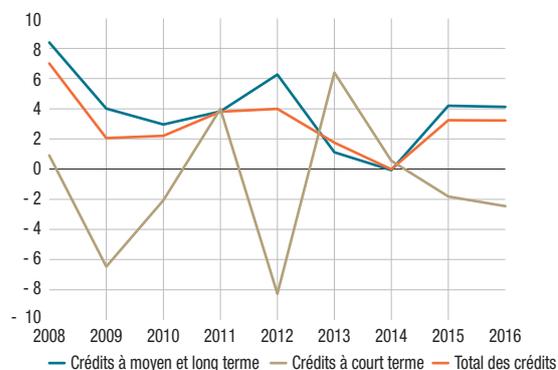
Après deux années de décroissance (2008 et 2009), le crédit aux microentreprises se révèle dynamique sur la période, avec une accélération marquée en 2015 et en 2016 (proche de 6 % par an). Inversement, les TPE ont connu une croissance très dynamique en début de période, puis, depuis 2012, les encours marquent le pas. Pour les PME n'appartenant pas à la catégorie des microentreprises ou des TPE et qui représentent environ 40 % des encours, les variations sont proches de celle de l'ensemble des PME, avec une croissance moyenne soutenue (3,8 %) sur la période.

Ga Évolution annuelle des crédits aux PME, par taille (en %)



Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2017).

Gb Évolution annuelle des crédits aux PME, par type de crédits (en %)



Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2017).

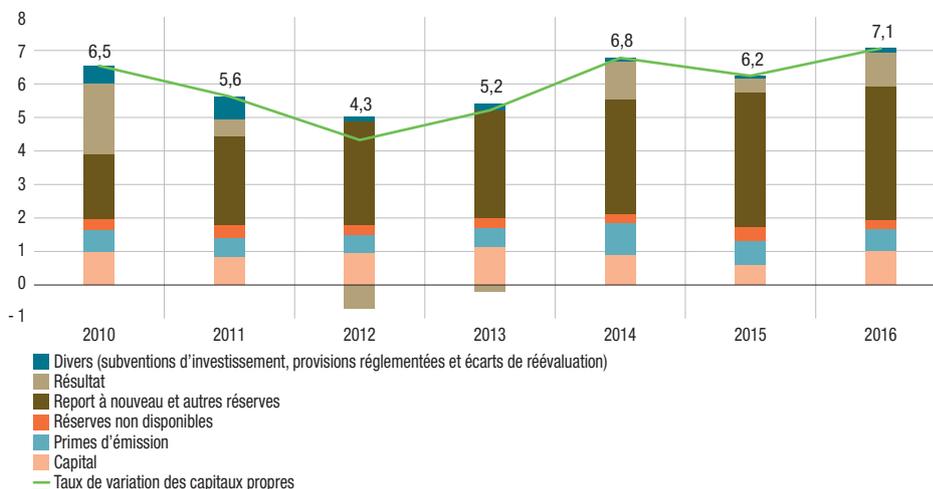
Bien qu'en croissance sur la période, les crédits présentent des disparités dans leur composition. Les crédits de moyen et long terme (dont la maturité initiale est supérieure à un an), majoritaires dans le total des encours (plus de 80 %), sont en croissance régulière (près de 4 % en moyenne sur la période), alors que les crédits de court terme (maturité initiale inférieure à un an) sont plus volatils car ils constituent la variable d'ajustement des PME pour leurs besoins à court terme (cf. graphique b).

1 Les encours de crédits aux entreprises sont recensés par le service central des risques de la Banque de France, c'est-à-dire les crédits d'un montant unitaire de plus de 25 000 euros. Les crédits accordés aux entrepreneurs individuels ont été exclus.

2 Définition des tailles : microentreprises : unités légales de moins de 10 personnes, avec un CA ou bilan inférieur à 2 millions d'euros ; très petites entreprises (TPE) : unités légales de moins de 20 salariés, qui ne sont pas des microentreprises, avec un CA ou un bilan inférieur à 10 millions d'euros ; autres PME : toutes les PME dépassant les seuils des microentreprises et des TPE.

**G6 Répartition des capitaux propres**

(en % de variation)



Champ, note et source : Cf. tableau 1.

et 2016, confortant ainsi une tendance haussière observée depuis 2012 (cf. graphique 6).

Les capitaux propres représentent en 2016 plus de 42 % du total des ressources <sup>4</sup> pour l'ensemble des PME. Ce résultat peut traduire, soit une amélioration de la solidité de la population composant l'échantillon (après exclusion de

sociétés défaillantes), soit un comportement de précaution.

Le taux d'intermédiation <sup>5</sup> des PME reste stable à 95,5 %. Par contre, le recours aux dettes obligataires et autres dettes (intragroupe inclus) progressent de 1,1 %. L'endettement bancaire diminue à 61,4 % de l'endettement financier <sup>6</sup>, contre 62,4 % en 2015.

**T5 Évolution de l'endettement financier selon ses composantes**

(en %)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Obligations	- 4,4	4,4	4,9	14,7	9,6	3,7	2,7	1,1
Dettes bancaires	- 0,4	- 0,7	1,6	0,3	- 0,1	- 2,2	- 1,7	- 0,4
Dont :								
Emprunts bancaires	2,1	- 0,4	0,5	- 0,5	- 1,3	- 2,0	- 1,8	- 0,2
Engagements de crédit-bail	- 0,9	- 2,2	4,5	1,4	0,3	- 2,6	- 2,7	- 0,5
Concours bancaires courants	- 13,1	- 1,2	6,0	4,7	7,8	- 3,4	- 0,3	- 2,1
Affacturage	- 26,9	14,9	18,3	2,3	3,9	6,4	7,3	6,9

Champ, note et source : Cf. tableau 1.

<sup>4</sup> Les ressources s'entendent comme la somme du financement propre (capitaux propres, amortissements et provisions) et de l'endettement financier.

<sup>5</sup> Le taux d'intermédiation s'entend comme la part des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit, rapportée à la somme des emprunts obligataires, des autres emprunts et des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit.

<sup>6</sup> L'endettement financier est défini comme la somme des emprunts bancaires à moyen et long terme, des concours bancaires, du crédit-bail, des obligations, des emprunts intragroupe et des autres emprunts.

# Annexe 1

## Les données FIBEN

### La base des comptes sociaux

Les comptes sociaux sont collectés par les succursales de la Banque de France. Les unités concernées représentent un tiers des sociétés imposées au bénéfice industriel et commercial ou au bénéfice réel normal (BIC-BRN). La collecte couvre toutes les entreprises exerçant leur activité sur le territoire français et dont le chiffre d'affaires excède 750 000 euros. Le taux de couverture en termes d'effectifs dépasse 75 % dans la plupart des secteurs et 80 % dans le commerce et l'industrie.

### Champ retenu pour l'analyse

Ensemble des activités marchandes à l'exclusion des secteurs NAF « KZ » (activités financières, hors *holdings*) et O (administration).

### Les principaux ratios utilisés

La méthode d'analyse financière et la définition des ratios utilisés sont disponibles sous ce [lien](#).

### Les liens financiers

La Banque de France recense les liens financiers et suit le pourcentage de détention du capital par d'autres entreprises, selon que le détenteur est lui-même une société non financière (y compris *holdings*), une institution financière (banques, OPCVM, sociétés d'assurance), une personne physique (particuliers ou salariés), l'État ou encore une entreprise non résidente.

### La Centrale des risques

La Centrale des risques recense chaque mois les crédits consentis par les établissements de crédit à chacun de leurs clients au-delà d'un seuil de référence (25 000 euros depuis janvier 2006). Les encours recensés sont regroupés en « crédits mobilisés » (les concours utilisés) et « crédits mobilisables » (les concours disponibles). Les crédits mobilisés comprennent : les crédits à court terme, à moyen et long terme, le crédit-bail et les crédits titrisés.

## Annexe 2

# La définition des PME dans FIBEN

### Attribution des tailles et des secteurs d'activité pour l'analyse des comptes sociaux des PME :

Le décret d'application de la loi de modernisation de l'économie (LME) de décembre 2008 définit la notion statistique d'entreprise<sup>1</sup>. Il précise, dans la continuité des définitions de la Commission européenne, les catégories de tailles d'entreprises et les critères permettant de les déterminer. Ces derniers sont au nombre de quatre : les effectifs, le chiffre d'affaires (CA), le total de bilan des unités légales, et les liens financiers les reliant. Les trois premiers critères sont appréciés pour chaque « entreprise », entendue comme la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle de production de biens et de services, jouissant d'une certaine autonomie de décision (définie à partir des liens financiers). Sont pris en compte les liens financiers représentant une détention d'au moins 50 % du capital d'une unité légale.

Les PME sont les entreprises de moins de 250 salariés, présentant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros ou un total de bilan inférieur à 43 millions d'euros. Ces PME peuvent être mono-unité légale ou se composer d'un ensemble d'unités légales dépendant d'une tête de groupe française ou étrangère. Lorsqu'une PME se compose de plusieurs unités légales (elle est alors qualifiée de PME « multi-unités légales »), les comptes sociaux des unités légales qui la composent sont agrégés pour définir l'« entreprise ».

Le secteur d'activité repose sur la nomenclature agrégée 2008, elle-même issue de la NAF rév. 2 définie par l'Insee. Dans le cas d'une entreprise multi-unités légales, le secteur est déterminé à partir d'un regroupement par secteur des unités légales. Le secteur retenu est celui des unités légales dont le poids dans l'entreprise est le plus important en termes de chiffre d'affaires, à condition que celui-ci excède 50 %. Dans le cas contraire, le classement par secteur des différents « regroupements » d'unités légales est effectué sur le critère des effectifs, toujours à condition que le poids dépasse 50 %. Sinon, on revient au classement par chiffre d'affaires, en retenant le secteur des unités dont la part est la plus forte.

Les doubles comptes ne sont pas neutralisés dans cette analyse. L'agrégation des comptes individuels d'unités légales induit en effet l'enregistrement de doubles comptes qui devraient être normalement retraités au niveau de chaque entreprise. Pour pouvoir être réalisé correctement, ce retraitement nécessiterait de disposer de tous les bilans de l'exercice 2016, ce qui n'est pas encore le cas au moment où l'étude PME est réalisée<sup>2</sup>. Ces doubles comptes se rapportent notamment aux capitaux propres, à l'endettement financier et aux revenus ou charges financières intragroupe. Leur poids est néanmoins relativement limité dans le cas des PME, en raison du nombre limité d'unités légales constituant, en moyenne, l'entreprise.

1 [http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do ;jsessionid=AE22AD6AA9827C20CEBCA70F67427237.tpdjo01v\\_3 ?cidTexte=JORFTEXT000019961059&categorieLien=id](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do ;jsessionid=AE22AD6AA9827C20CEBCA70F67427237.tpdjo01v_3 ?cidTexte=JORFTEXT000019961059&categorieLien=id)

2 Le lecteur pourra se reporter à l'étude annuelle réalisée en fin d'année pour l'ensemble des entreprises.

## Annexe 3

# Principales caractéristiques de l'échantillon étudié pour l'année 2016

Ta Poids économique des PME en 2016 sur la base des données disponibles début juillet 2017

(effectifs en milliers, chiffre d'affaires, valeur ajoutée, endettement financier, endettement bancaire et capitaux propres en milliards d'euros)

	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités légales <sup>a)</sup>	Effectifs permanents	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Endettement financier	Endettement bancaire	Capitaux propres
<b>Ensemble des PME</b>	132 796	240 434	2 790	647	196	169	104	259
PME mono-unité légale	83 904	83 904	1 135	246	77	54	41	74
PME multi-unités légales	43 409	141 348	1 446	323	99	91	55	157
PME étrangères	5 483	15 182	209	77	21	24	8	27
Dont principaux secteurs :								
Industrie manufacturière	20 377	40 947	594	117	41	25	15	58
Construction	21 288	35 238	417	69	27	10	6	23
Commerce	52 637	86 032	786	308	53	42	26	78
Transports et entreposage	5 724	9 673	178	27	11	8	6	9
Conseils et services aux entreprises	13 188	26 464	345	52	25	15	8	25

Tb Répartition

(en %)

	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités légales <sup>a)</sup>	Effectifs permanents	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Endettement financier	Endettement bancaire	Capitaux propres
PME mono-unité légale	63	35	41	38	39	32	40	29
PME multi-unités légales	33	59	52	50	50	54	53	61
PME étrangères	4	6	7	12	11	14	7	10
Dont principaux secteurs :								
Industrie manufacturière	15	17	21	18	21	15	14	23
Construction	16	15	15	11	14	6	6	9
Commerce	40	36	28	48	27	25	25	30
Transports et entreposage	4	4	6	4	6	5	6	4
Conseils et services aux entreprises	10	11	12	8	13	9	7	10

Tc Taille moyenne de chaque catégorie de PME

(en nombre et milliers d'euros)

	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités légales <sup>a)</sup>	Effectifs permanents	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Endettement financier	Endettement bancaire	Capitaux propres
<b>Ensemble des PME</b>	132 796	1,8	21	4 812	1 446	1 287	783	1 881
PME mono-unité légale	83 904	1,0	14	2 923	903	699	496	854
PME multi-unités légales	43 409	3,2	34	7 485	2 263	2 098	1 280	3 599
PME étrangères	5 483	2,8	38	13 576	3 601	4 179	1 411	4 606

a) Le nombre d'unités légales correspond au nombre d'unités entrant dans le périmètre de la PME au sens de la LME, que l'on ait un bilan ou non dans FIBEN.

Champ : PME non financières définies au sens de la LME.

Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2017).

## Annexe 4

# Données comptables agrégées pour l'ensemble des PME (2015-2016)

Ta Compte de résultat agrégé pour l'ensemble des PME  
(en % du chiffre d'affaires)

	2015	2016
Chiffre d'affaires	100,0	100,0
(+) Production stockée	0,1	0,1
(+) Production immobilisée	0,3	0,2
Production et vente de marchandises	100,4	100,3
(-) Coût d'achat des marchandises vendues	36,2	36,0
(-) Coût des matières consommées	12,2	12,1
(-) Achats et charges externes	22,0	22,2
Valeur ajoutée BDF	29,9	30,1
(+) Subventions d'exploitation	0,2	0,2
(-) Salaires, traitements et charges sociales	20,7	20,7
(-) Charges de personnel extérieur	1,2	1,3
(-) Impôts, taxes et versements assimilés	1,3	1,3
(+) Autres produits et charges d'exploitation	- 0,4	- 0,4
Excédent brut d'exploitation	6,5	6,6
Excédent net d'exploitation	4,2	4,3
(+) Autres opérations hors exploitation	2,3	2,1
Excédent brut global	8,8	8,8
(-) Intérêts et charges assimilées	0,9	0,8
(-) Participation des salariés	0,1	0,1
(-) Impôt sur les bénéfices	1,0	1,1
Capacité d'autofinancement	6,7	6,7
(-) Dotations nettes aux amortissements et provisions	3,2	3,1
Capacité nette d'autofinancement	3,6	3,6
Résultat net comptable	4,0	4,1

Champ : PME non financières définies au sens de la LME.

Note : Échantillon cylindré.

Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2017).

**Tb Bilan fonctionnel pour l'ensemble des PME**

(en % du total du bilan)

Actif - Emplois	2015	2016	Passif - Ressources	2015	2016
(1) Immobilisations incorporelles	9,3	8,9	(1) Capitaux propres	42,1	42,9
(2) Immobilisations corporelles	39,9	39,7	(2) Amortissements et provisions	29,3	29,5
(3) Biens financés par crédit-bail	2,6	2,4	(3) Obligations et assimilées	0,5	0,5
(4) Autres actifs immobilisés	19,8	20,0	(4) Emprunts bancaires	14,1	13,3
(5) = (1) + (2) + (3) + (4) = Immobilisations	71,5	71,0	(5) Crédit-bail	2,0	1,9
(6) Stocks	11,7	11,6	(6) Autres dettes	9,7	9,6
(7) Crédits interentreprises	3,2	3,0	(7) = (3) + (4) + (5) + (6) = Endettement stable	26,3	25,4
(8) Autres créances et dettes d'exploitation	- 5,6	- 5,4	(8) Concours bancaires courants	1,8	1,7
(9) = (6) + (7) + (8) = BFRHE	9,3	9,2	(9) Part à moins d'un an du groupe et des associés	0,4	0,5
BFRHE	0,2	0,1	(10) = (8) + (9) = Trésorerie de passif	2,3	2,2
(10) Disponibilités	10,4	11,1			
(11) Valeurs mobilières de placement	4,3	4,0			
(12) Part à moins d'un an des créances sur le groupe et les associés	4,3	4,6			
(13) = (10) + (11) + (12) = Trésorerie à l'actif	19,1	19,7			

Champ : PME non financières définies au sens de la LME.

Note : Échantillon cylindré.

Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2017).